



Julian Assange «meurt à petit feu» et «est souvent sous sédatif» à la prison de Belmarsh

Par [Mike Head](#)

Mondialisation.ca, 30 décembre 2019
[wsws.org](#) 28 décembre 2019

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#)

La veille de Noël, le fondateur de WikiLeaks et journaliste primé Julian Assange a téléphoné à un ami pour alerter le monde que sa vie est en danger dans la tristement célèbre prison de haute sécurité de Belmarsh à Londres.

Vaughan Smith, un journaliste indépendant qui a donné refuge à Julian Assange en 2010 alors qu'il luttait juridiquement contre les tentatives d'extradition vers la Suède, a tweeté qu'Assange avait appelé sa famille la veille de Noël. Smith a écrit: «Il nous a raconté, à ma femme et à moi, qu'il mourait à petit feu à Belmarsh où, bien que seulement en détention provisoire, il est maintenu en isolement pendant 23 heures par jour et est souvent sous sédatif. Sa procédure d'extradition aux États-Unis commence en février...»

L'appel téléphonique d'Assange souligne le danger qu'il puisse mourir en prison aux mains du gouvernement britannique de Boris Johnson, qui agit de concert avec l'administration Trump et le gouvernement australien, qui a refusé d'intervenir en faveur d'Assange, un citoyen australien.

On ne sait toujours pas en vertu de quelle autorité, ni sous quel prétexte, on administre des sédatifs à Assange et on le maintient en isolement. Malgré l'indignation croissante du public, les demandes d'explications restent sans réponse.

Un tel mauvais traitement d'un prisonnier qui n'est qu'en détention préventive - et qui n'est pas reconnu coupable d'une infraction quelconque - ne peut pas être expliqué innocemment. Cela va non seulement à l'encontre de tous les précédents connus concernant des détenus en attente de jugement ou, dans le cas d'Assange, de longues procédures d'extradition. Cela défie également les conseils de médecins qui affirment que la situation d'Assange est urgente.

L'appel à l'aide d'Assange souligne les avertissements lancés au cours des deux derniers mois par des médecins du monde entier, mettant les gouvernements britannique et australien au courant que la santé d'Assange se détériore si rapidement qu'il pourrait mourir en prison.

Le fondateur de WikiLeaks ainsi que la dénonciatrice Chelsea Manning sont persécutés, peut-être jusqu'à la mort, pour avoir aidé à faire connaître au monde la vérité sur les crimes de guerre, les intrigues antidémocratiques et la surveillance de masse menée à l'échelle mondiale par le gouvernement américain et ses proches alliés, notamment la Grande-Bretagne et l'Australie.

En 2010, WikiLeaks, agissant en partenariat avec plusieurs grands médias d'entreprise, a publié des centaines de milliers de documents secrets exposant les crimes de guerre américains en Afghanistan et en Irak, y compris des complots de coup d'État dirigés par les États-Unis et d'autres formes d'ingérence politique dans un pays après l'autre. WikiLeaks a également publié la vidéo «Collateral Murder» montrant l'assassinat de civils et de journalistes à Bagdad en juillet 2007.

S'il est extradé vers les États-Unis, Assange risque jusqu'à 175 ans d'emprisonnement pour des accusations ouvertement politiques en vertu de la loi américaine sur l'espionnage: des accusations qui représentent une attaque frontale contre la liberté d'expression et la liberté des médias dans le monde.

Le mois dernier, plus de 60 médecins ont écrit au gouvernement britannique pour demander qu'Assange soit immédiatement transféré de la prison à un hôpital universitaire pour y être évalué et soigné de manière pluridisciplinaire, notamment par des experts en torture psychologique.

Les médecins ont cité le rapporteur spécial des Nations unies sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, le professeur Nils Melzer, qui a visité Assange au début de l'année en compagnie de deux experts médicaux. Melzer a écrit aux gouvernements britannique, américain et australien pour leur dire qu'Assange subissait des tortures psychologiques et que «nous sommes aujourd'hui à un point où il pourrait perdre connaissance à tout moment».

Dans une autre lettre, plus de 100 médecins du monde entier ont fait savoir au gouvernement australien que la santé d'Assange se détériorait rapidement. Dans une lettre ouverte au premier ministre Scott Morrison et à la ministre des Affaires étrangères Marise Payne, les médecins ont exhorté le gouvernement à intervenir et à fournir à Assange un traitement médical avant qu'il ne soit trop tard. «Il est extrêmement grave que la survie d'un citoyen australien soit mise en danger par un gouvernement étranger», peut-on lire dans la lettre.

Les médecins s'inquiètent du fait que le stress psychologique subi par Assange, qui s'apparente à de la torture psychologique, se manifeste par des troubles physiques et qu'il pourrait à tout moment souffrir d'une attaque, d'un arrêt cardiaque ou d'un autre problème de santé mortel. Un addenda à la lettre des médecins, énumérant les «réalités médicales» concernant le cas d'Assange, lance un avertissement: «Les conséquences médicales potentiellement fatales d'une torture psychologique prolongée sont imprévisibles et pourraient frapper à tout moment...

«Nous réaffirmons qu'il est fondamentalement incompatible avec les normes fondamentales de soins médicaux de tenter de traiter une victime de torture psychologique tout en la maintenant dans les conditions mêmes qui ont été évaluées comme constituant de la torture et qui ont conduit à l'apparition, à la persistance et à la gravité des symptômes...

«Par conséquent, aucun médecin, quel que soit son âge, ne peut offrir d'assurances légitimes quant à la survie ou à la stabilité médicale de Julian Assange pendant qu'il est détenu à la prison de Belmarsh.»

La demande croissante de liberté d'Assange est telle que le *Sydney Daily Telegraph* a publié une entrevue avec la mère d'Assange, Christine Assange, le 22 décembre. Tout en

exprimant son angoisse de ne pas pouvoir parler à son fils depuis son arrestation en avril, et encore moins de pouvoir célébrer Noël avec lui, elle a lancé un appel passionné pour obtenir le soutien du public à la campagne visant à forcer le gouvernement australien à assurer le retour de son fils en Australie en toute sécurité.

«Tout ce que je veux pour Noël, c'est que mon fils Julian soit en sécurité à la maison avec sa famille, sous la protection de son pays, qu'il soit libéré de cette persécution politique illégale et brutale qui dure depuis neuf ans et qu'il guérisse des atteintes aux droits de l'homme et de la torture qui ont endommagé son esprit et son corps», a-t-elle déclaré.

«S'il se retrouve entre les mains des États-Unis, il y aura un simulacre de procès et il n'y aura rien d'équitable ou de juste. Il ne verra plus jamais la lumière du jour. Il est accusé d'avoir pratiqué un journalisme couronné de nombreux prix, sans faire de mal à personne.»

Plus de 1030 journalistes et travailleurs des médias de tous les coins du monde ont jusqu'à présent signé une lettre ouverte à tous les gouvernements complices d'avoir tourmenté Assange, exigeant sa liberté inconditionnelle et la fin immédiate «de la campagne judiciaire menée contre lui pour le crime d'avoir révélé des crimes de guerre».

Parmi les signataires figurent Kristinn Hrafnsson, rédacteur en chef de WikiLeaks, John Pilger, journaliste d'investigation de renommée mondiale, Daniel Ellsberg, dénonciateur des Pentagon Papers qui a révélé toute la criminalité de la guerre du Vietnam, David North, président du comité éditorial international du *World Socialist Web Site* et d'éminents journalistes du WSWS.

Ni le gouvernement britannique ni le gouvernement australien n'ont répondu aux médecins et aux journalistes. Le même silence méprisant est venu du chef du Parti travailliste australien Anthony Albanese et de la ministre fantôme des Affaires étrangères Penny Wong, à qui la lettre des médecins était également adressée. Tout comme les gouvernements Johnson et Morrison, le Parti travailliste est totalement engagé dans l'alliance militaire dirigée par les États-Unis et l'alignement derrière les préparatifs de Washington pour de nouvelles guerres.

Comme le Parti de l'égalité socialiste et le WSWS l'ont souligné dès le début, aucun gouvernement américain, britannique ou australien ne libérera Assange à moins d'y être contraint par un mouvement de masse de la base. La campagne pour construire un tel mouvement doit maintenant être intensifiée de toute urgence.

Mike Head

Article paru en anglais, WSWS, le 28 décembre 2019

La source originale de cet article est [wsws.org](https://www.wsws.org)

Copyright © [Mike Head, wsws.org](https://www.wsws.org), 2019

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca